

## **Suivi d'une quarantaine de signatures, nous avons reçu l'appel suivant DES INSOUMIS ET DESERTEURS ANTICOLONIALISTES EN APPELLENT A L'OPINION PUBLIQUE**

En 1955-56, après dix ans de guerre coloniale, la jeunesse française a été appelée à participer directement à la répression contre le peuple algérien. Elle s'y opposa d'emblée par des comités contre l'envoi du contingent et des manifestations de rappelés, soutenues par une partie de la population. Après l'insuccès de ces mouvements collectifs, les jeunes militants ne purent choisir qu'entre plusieurs solutions individuelles :

— Certains, comme Jean MULLER, pensant qu'il y avait une action à mener dans l'armée, acceptèrent de partir. Mais il apparaissait au contraire à d'autres que sur le plan des résultats, l'aspect positif de leur rôle en Algérie était de beaucoup inférieur à son aspect négatif, à cause de l'engrenage dans lequel ils se trouvaient irrémédiablement jetés.

— Certains alors, comme Alban LIECHTI et Jean LE MEUR, préférèrent l'emprisonnement volontaire.

— D'autres, voulant utiliser la liberté d'action laissée par l'insoumission et la désertion, choisirent cette solution afin de mener une lutte plus concrète contre cette guerre.

Dans cette perspective, un certain nombre d'entre eux, comme Gérard MEIER et Louis OHRANT, actuellement détenus à Fresnes, ou les signataires de cet appel, comprirent que le combat du peuple algérien et celui du peuple français se rejoignaient : leur ennemi était commun et les mêmes obstacles empêchaient l'aboutissement de leur revendications respectives. Ils en tirèrent comme conclusions pratiques :

— de soutenir la révolution algérienne en aidant la lutte quotidienne des militants du F.L.N. en France et à l'étranger.

— d'inciter et d'aider les jeunes Français à refuser collectivement de partir combattre en Algérie,

— de renseigner l'opinion française et internationale pour lui faire prendre parti dans le sens de notre engagement et susciter des prises de position conséquentes, comme, par exemple, celle du Manifeste des 121.

Par cette action, ils voulaient contribuer à abrégier la guerre, à soutenir la lutte pour l'indépendance du peuple algérien, à enrayer le fascisme menaçant, à libérer leur propre peuple de l'aliénation dans laquelle le maintenaient les guerres coloniales interminables et à imposer une véritable démocratie.

Pour cet engagement, nous avons été poursuivis et condamnés. Or, le droit à l'indépendance de l'Algérie a été reconnu par le gouvernement français. Le cessez-le-feu a été conclu entre lui et le G.P.R.A., la lutte contre les fascistes (dirigés par certains des chefs même sous les ordres desquels nous aurions dû combattre) est menée par les autorités françaises, la gauche et le F.L.N.

Cette nouvelle étape doit logiquement amener la révision

totale et immédiate de notre situation juridique actuelle.

Mais, si les formes qu'a revêtues l'action de tous les militants anticolonialistes ont pu être diverses, notre combat était, et reste le même. C'est pourquoi, dans le cadre de cette révision juridique, nous demandons que ne soit pas dissocié le cas de ceux qui militent en France et en exil, des réfractaires et des militants des réseaux de soutien au F.L.N., de Jeune Résistance, du Mouvement anticolonialiste français, etc.

Nous voulons recouvrer nos droits civiques pour :

— contribuer ouvertement à la lutte pour l'instauration d'une démocratie réelle en France,

— participer, dans la paix, à une vraie coopération avec le peuple algérien en nous efforçant de lui donner sa véritable signification qui va dans le sens de l'internationalisme prolétarien.

## **LE FRONT DE SOLIDARITÉ à la RÉVOLUTION ALGÉRIENNE POURSUIT SON ACTIVITÉ**

A Paris après la manifestation organisée le 1<sup>er</sup> mai devant la prison de la Roquette, et qui rassembla 500 personnes, un meeting central est en préparation en collaboration avec le F.A.C.U.I.R.A., le F.U.A., le Comité Audin, Vérité-Liberté, Témoignages et Documents, le Comité de Solidarité aux victimes de la Répression. A Puteaux-Suresnes nouvelle réunion locale le 6 mai avec projection de films sur la révolution algérienne. Le 7 mai le comité local des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> se réunit pour la première fois, par ailleurs le comité étudiant tient également sa première réunion.

En province, le Midi s'organise à Marseille, Nice, Perpignan, Toulouse, Bordeaux, jettent les bases de leurs groupes locaux. A Saint-Nazaire un groupe de 30 jeunes, apprentis pour la plupart, se crée. Les départements normands et bretons comptent déjà des adhérents par dizaines. Lyon et sa région s'activent également.

Mais à notre avis il est indispensable maintenant que le F.S.R.A. organise non seulement à Paris mais dans les principales villes de province des manifestations pour la libération de tous les Algériens et celle des anti-colonialistes français. Il faut pour cela que les structures s'affermissent et que des directions soient élues dans chaque région et prennent les initiatives indispensables.

La Révolution Algérienne n'est pas terminée, l'aide pratique et politique qui peut lui être apportée loin de devoir disparaître peut être le fait de secteurs plus larges que par le passé.

### **PERMANENCE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE**

**« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »**

**64, rue de Richelieu - Paris-2<sup>e</sup>**

**RIC. 03-52 et la suite**

Métro Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

Le samedi, tout l'après-midi

### **« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »**

#### **Abonnements**

1 an ..... 10 NF

Sous pli fermé .. 12 NF

De soutien ..... 15 NF